

Que vont devenir les salariés de Galderma?

À Sophia Antipolis depuis 1981, le plus grand centre de recherche au monde en dermatologie part s'installer en Suisse. Une situation incompréhensible pour les salariés. La direction s'explique

Après Texas Instruments en 2012, Samsung en 2014, Nvidia en 2015, Intel en 2016, l'annonce en septembre par Galderma de supprimer quelque 450 postes sur les 500 de son centre de recherche et de développement (R&D) a provoqué une onde de choc à Sophia Antipolis. Surtout auprès des salariés du leader européen en dermatologie, présent sur la technologie depuis 1981 et propriété depuis 2014 de Nestlé Skin Health.



« On est convaincu qu'on trouvera un repreneur »
Pierre Deboit

Face à la crainte des salariés qui ont manifesté jeudi matin et qui ne comprennent pas les motivations prises par des actionnaires basés en Suisse, Pierre Deboit, directeur du site sophipolitein, et Sébastien Cros, directeur de la communication Galderma, font le point. Reprise du site, plan de départs volontaires, création de spin-offs... Qui en est le?

Pourquoi cette décision?
Une revue globale de notre activité, débutée fin 2015 avec l'arrivée de notre nouveau p.-d.g., nous a poussés à revoir notre modèle d'innovation. Notre centre de R&D à Sophia Antipolis ne s'occupait que de la prescription topique, c'est-à-dire qu'il développait des crèmes à appliquer sur la peau. En raison d'un changement de technologie, des concurrents biologiques et systémiques (administrés par voie orale ou par injection, ndr) ont fait leur apparition. De même, on subit la pression forte des génériques sur nos médicaments topiques matures dont les brevets ont expiré. Cela a eu un impact certain sur nos performances, notamment aux États-Unis où nous réalisons une grande partie de notre chiffre d'affaires. Nous avons donc décidé de nous réorienter vers ces nouvelles technologies qui sont à la fois orales et par injection. Ce n'est pas uniquement le centre de Sophia Antipolis qui est concerné mais c'est tout Galderma.

Pourquoi ne pas rester à Sophia Antipolis?
Ce changement de modèle implique la création d'un nouveau centre au cœur d'un écosystème industriel, hospitalo-universitaire et scientifique préexistant. L'objectif est d'aller vite. Et Sophia ne dispose pas de cet écosystème. On a étudié divers endroits et celui qui nous semblait le plus propice, notamment pour la production des biologiques, se trouve à Lausanne en Suisse.

« On est convaincu qu'on trouvera un repreneur »
Pierre Deboit

Que vont devenir les salariés?
Une certaine de nos employés pourront rejoindre le nouveau centre lié aux biologiques en Suisse. On va aussi ouvrir un plan de départ volontaire (PDV) qui pourrait concerner 300 personnes. Les mesures de ce plan sont l'objet de négociations sociales qui vont perdurer au cours des mois à venir.

Les salariés estiment que les conditions du plan de départ volontaire sont basses.
Les négociations viennent juste de débuter. L'objectif de la direction est de mettre en place les meilleures mesures d'accompagnement pour que chacun réussisse son repositionnement professionnel.

100 à 300 à 400. Le reste concerne 150 salariés concernés.
Nous souhaitons maintenir l'activité à Sophia Antipolis et au regard de l'expertise des salariés et des équipements, on considère que le maintien de 150 emplois sur le site est une hypothèse réaliste.

Sous quelle forme?
Nous travaillons sur trois options : rechercher des repreneurs ; créer un parc d'entreprises ; permettre à certains de nos employés

de faire des spin-offs de Galderma (sociétés indépendantes créées à partir d'une branche d'activité existante préalablement au sein d'un groupe, ndr). Bien entendu, ce n'est pas exclusif. On peut très bien envisager un parc dans lequel se trouveraient des repreneurs et des spin-offs. Le but de la direction est de maintenir l'activité avec les trois options. Pour ce qui est des spin-offs, Galderma est tout à fait disposée à aider et ceder des brevets d'invention.

Avez-vous déjà des contacts?
Oui, on a déjà eu des réunions avec des repreneurs potentiels mais pour l'instant, il est trop tôt pour en dire davantage. Nous recherchons naturellement des personnes et des sociétés qui ont les mêmes domaines de compétences que nous. Galderma est à la manœuvre avec des acteurs locaux comme la chambre de commerce et d'industrie Nice - Côte d'Azur et Team Côte d'Azur (l'agence métropolitaine et territoriale qui a pour mission de convaincre les sociétés de s'implanter sur le territoire concerné, ndr). Nos sommes également accompagnés par AEC Partners. Ce cabinet est spécialisé dans le conseil, les fusions et acquisitions dans les domaines de l'assurance, de la pharma et des biotech. La compétence et l'expertise des employés de Galderma ainsi que les équipements du site nous aident dans notre recherche de repreneur. On est convaincu qu'on en trouvera mais on cherche un maximum d'activité.

Certains disent qu'après avoir obtenu 70 M€ d'aides, vous partez...
Effectivement, Galderma a bénéficié de 70 M€ d'aides en Crédits impôts recherche (CIR) et en Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Ces aides à l'innovation sont basées sur des travaux de recherche qui ont été effectués. On a respecté les lois. Ce montant doit être mis au

regard de l'investissement de l'entreprise : ces trois dernières années, on a investi 570 M€ en R&D globale. À Sophia Antipolis, le budget de R&D sur les trois dernières années était de 450 M€.

Néanmoins, vous touchez les royalties des brevets développés entre autres à Sophia.
C'est le cycle de vie d'une entreprise. Un brevet dure vingt ans en moyenne et on a environ dix ans d'exclusivité sur le marché. À partir du moment où l'on perd le brevet, on perd entre 80 et 90 % du marché instantanément. C'est ce qui pousse l'industrie à



La direction de Galderma étudie trois possibilités : la reprise du site, la création d'un parc d'entreprises ou bien de spin-offs.

Reperes
Historique 1979 : l'origine de Galderma, le CIRB (Centre international de recherche en dermatologie) installé à Sophia et détenu à 100 % par l'Oréal.
1981 : création de Galderma R&D sous la forme d'une joint-venture entre l'Oréal et Nestlé.
2004-2005 : Galderma R&D est resté route des Lucioles jusqu'en 2007. Le site actuel route des Colles a ouvert lors de l'été 2004 avec un premier bâtiment pour atteindre sa configuration actuelle en 2006.
2010 : Galderma franchit la barre du milliard d'euros de ventes.
2014 : Nestlé acquiert les 50 % du capital détenu par l'Oréal et devient l'unique actionnaire. Galderma constitue alors la base fondatrice de Nestlé Skin Health SA, entité nouvellement créée.
2015 : Stuart Raetzman est nommé p.-d.g. de Nestlé Skin Health.
Activité Galderma ne communique pas sur ses résultats. Elle a trois grands secteurs d'activité : la prescription médicale (31 % des ventes) ; le grand public (35 %) et l'esthétique (34 %).

Elle réalise 44 % de son chiffre d'affaires en Amérique du Nord ; 29 % en Europe-Moyen-Orient-Afrique ; 19 % dans la région Asie-Pacifique et 8 % en Amérique latine.
Effectif Galderma emploie 6000 personnes (dont 55 % de femmes) dans le monde, réparties sur 50 sites dans 40 pays, 2300 dans les forges de vente, 1200 personnes travaillent en France : 550 sur le site de R&D de Sophia Antipolis ; 250 aux services administratifs et le reste au site industriel près d'Innogy. La maison mère est basée à Lausanne.

Desider
Karine WENCER
Jérémy TOMATIS
Christophe CIRONE



Les salariés lors d'une assemblée générale après l'annonce du plan de licenciements.

Sophia Antipolis : les raisons d'espérer ou de s'inquiéter

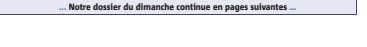
Dépassé, Sophia Antipolis? Rongé par une inesorable déclin, la technopole naguère pionnière? Le cas Galderma donne du grain à moudre à ses détracteurs. L'origine de ce feuillet se situe pourtant ailleurs. Et à Sophia, on revendique bien plus de motifs d'espérer que de s'inquiéter. Décryptage.

Une dynamique numérique portueuse
Sophia a fait sa mue. Après les télécoms, c'est aujourd'hui le pôle numérique qui concentre « 75 à 80 % de l'activité », relate Etienne Delhay, directeur exécutif du Sophia Club Entreprises. « Ce pôle se développe très vite. On a un vrai moteur à lui seul, ce secteur est apte à porter la croissance de Sophia. » Un exemple : « Sophia est devenu le cœur de la recherche en Europe sur le véhicule autonome, insiste Alexandre Follet, directeur adjoint de la Casa et directeur général du syndicat mixte de Sophia Antipolis. Regardez Bosch. Ils sont arrivés à cinq, un an plus tard, ils sont 60. » Après Renault, Toyota ou BMW, l'arrivée de Mercedes est ainsi pressentie.

Mille nouveaux emplois par an
Aux critiques, les pro-Sophia répondent par les chiffres. En 2016, le site sophipolitein concentrait 35300 emplois, grâce à une progression constante et soutenue. « Depuis cinq ans, Sophia gagne mille emplois par an, résume Alexandre Follet. Cela représente une croissance nette de 2 % par an, alors que le chômage augmente d'autant en France. » Et de brandir d'autres statistiques flatteuses. Sophia, c'est 5,6 milliards d'euros annuels de chiffres d'affaires, « soit autant que l'industrie touristique dans tout le département ». Sophia, c'est 28000 à 32000 m² de bureaux faisant l'objet de transactions, sur 40000 m² dans toutes les Alpes-Maritimes. De quoi clamer : « Ça se régénère, ça se développe, et le plus beau reste à venir! »

Une capacité de résilience éprouvée
Le départ de Galderma ne va pas mettre Sophia à terre, tempère Etienne Delhay.

Un manque de visibilité à corriger
Près d'un demi-siècle après la création de Sophia, Etienne Delhay n'a « aucun doute sur la pérennité de ce modèle ». Reste que ce modèle a fait face à « une concurrence mondiale ». De quoi expliquer, peut-être, ces 1000 postes d'ingénieur en CDI non pourvus. « Il y a peut-être un manque de visibilité à l'international, de communication, parce qu'on a longtemps considéré que la technopole fonctionnait », admet Alexandre Follet. Depuis, la crise de 2008 est passée par là. Et Sophia travaille avec l'université et les grandes écoles pour rectifier le tir.



Manifestation des employés Jeudi 4. Biot.

Notre dossier du dimanche continue en pages suivantes...



La Casa est optimiste

La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis (Casa) espère sauver l'ensemble des emplois ma...
Nasty Méchant
Comité d'Entreprise Galderma R&D

Réactions politiques

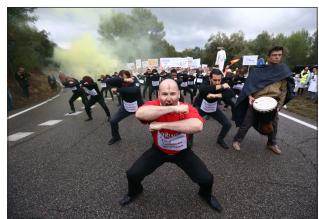
Plusieurs députés azuréens seront reçus demain matin par la direction de Galderma à Sophia Antipolis. Alexandra Valetta-Ardisson et Loïc Dombrevé (LREM), à l'initiative de cette réunion, devraient être accompagnés d'autres élus de tous les horizons politiques. La direction de Nestlé devrait être représentée elle aussi.
■ Eric Paugot, député de la 7^e circonscription des Alpes-Maritimes (LR):
■ Guilaine Debras, maire de Biot (SE):
■ Christian Estrosi, maire de Nice (LR):
■ Marc Durand, sénateur (PS):
■ La France insoumise 06:

L'historique des plans de restructuration de Sophia Antipolis

- 2012 : Texas Instrument
■ 2013 : Samsung
■ 2015 : Webis
■ 2016 : Intel

« Un plan au ras

Dans un premier temps, l'incompréhension. Puis le désespoir. Et enfin, la colère. Le triptyque des émotions que vivent les salariés de Galderma (filiale de Nestlé Skin Health) depuis un peu plus d'un mois (C) ressemble à un tour de manège ascensionnel qui vire au drame. Une situation socioprofessionnelle inattendue et violente, tombée comme un coup de boulet sur la tête de ces hommes et femmes, diplômés de hautes études pour la plupart, qui n'ont que peu de chances de retrouver un emploi dans la même branche dans le département. Alors, forcément, la vie de tous les jours n'a plus la même saveur. Patrick et Josette, retraités venus manifester jeudi (C) pour soutenir l'emploi de leur fils, témoignent : « Notre fils a deux enfants, il paye encore leurs études et se retrouve au chômage. Il a un crédit pour sa maison. Il sera bientôt sans emploi alors que Galderma est une entreprise pleine de sous. Il a 52 ans et est au bord de la dépression nerveuse. Et au vu de la conjoncture actuelle, ce n'est pas évident de se projeter ». Jean-Luc, 50 ans, est dépité. « On nous propose pour l'instant un plan au ras des pâquerettes. Ils délocalisent une entreprise simplement pour faire encore plus de profit. Alors



qu'il, ils ont toutes les solutions pour les dermatologues. Aujourd'hui, c'est un pont de l'innovation qui tombe. Il s'inquiète surtout pour les jeunes qui sont en état de choc. La moyenne d'âge est de 35 ans. Le compte. Certains sont seuls pour élever leurs enfants. C'est dramatique. »
« Ce n'est pas évident à gérer tous les jours, confirme Guillaume, 35 ans. Je ne suis pas de la région et j'envisageais de me poser. Je tiens d'acheter un appartement. Ça va être compliqué de retrouver un emploi dans mon domaine et dans le coin. On aurait aimé qu'ils ne ferment pas. On n'est pas naïf. On nous propose un plan de départ au rabais. »
Jean-Luc poursuit : « Ce plan concerne des métiers pointus. Des docteurs en chimie, en biologie... Nous sommes tous solidaires et attachés à cette entreprise. On attend maintenant que les pouvoirs publics réagissent. Et que Nestlé ait un minimum de considération pour ses salariés. »
Dans le dur, l'ensemble des 550 employés de Galderma se sent donc les coudes. Se bat et avance groupé. Anne-Laurence Ghilini, élue au comité d'entreprise, lance avec optimisme la seule issue envisageable. « On ne veut qu'une seule chose à l'heure actuelle : un repêchage pour l'ensemble des salariés. Nous sommes tous soudés, nous y croyons.

des pâquerettes »

Nous n'avons pas le choix. Plus de monde adhérent à cette idée, plus on y arrive. » Et en appelle au président de la République, Emmanuel Macron, largement mentionné dans les différents slogans de la manifestation de jeudi. « On veut être entendus et soutenus par le président. Il faut qu'il soit en accord avec la politique d'innovation ». Emmanuelle et Jean-Christophe ont une quarantaine d'années. Évidemment, ils vivent mal la situation et veulent que l'air soit une portée nationale afin qu'ils puissent quitter l'entreprise dans les meilleures conditions possibles. « On veut vraiment qu'une activité soit maintenue, racontent-ils avec aplomb. Et cela, pour les 550 salariés. Les 150 postes proposés à Lausanne, en Suisse, c'est du pipette. La centaine que l'on nous vend en cas de repêchage, c'est seulement hypothétique. Tout ça nous inquiète et nous met en colère. »
Julien, 47 ans, au cœur des Hakas exécutés dans le combat. Ma colère se transforme en rage de vaincre. Je suis dans le combat. Ma colère se transforme en rage de vaincre. Je pense à moi. La réalité c'est qu'on va finir au chômage en l'état actuel des choses. Comment rebondir ? J'y réfléchis mais je ne vois pas. Je suis technicien dans la chimie analytique. Je suis attaché à mon métier. Je veux continuer. Valoriser mon expérience. »
Mais en cas de licenciement, « je chercherais jusqu'à Aix-en-Provence. Aujourd'hui, dans mon département de recherche, on est une quarantaine à être réellement menacés. C'est une côte mal taillée. La direction, surtout, ne répond à aucune de nos questions. Ils nous ont

présenté une courbe descendante pour justifier la fermeture de stratégie, mais il n'y avait pas de chiffre ni d'échelle... Ils ne cherchent qu'un peu plus de profitabilité que ce qu'ils ont déjà. »
Fabrice évoque la perversité d'une fermeture qui touche tout un écosystème. Celui d'une technopole et d'une foule de prestataires qui travaillent autour de ce centre de recherche et de développement. « L'un des arguments est que la voie typique (crème) ne suffit plus. Et que pour réinventer l'actuel, il faut développer de nouveaux produits. C'est scandaleux. Nous sommes le premier centre de recherche et de développement dermatologique au monde. Nous fabriquons des produits qui sont dans le top cinq mondial. Leur communication est très mauvaise. Je suis docteur en biologie et pour trouver un nouvel emploi, je suis obligé de déménager. Mais j'ai une famille ! Je ne peux pas... qu'est-ce qu'on va faire demain ? »
La direction de l'entreprise, basée dans la recherche et le développement dermatologique, a annoncé un plan de licenciement à ses employés le 18 septembre dernier. Le site ferme en septembre 2018.
2. Plus de 400 personnes, manifestant des salariés, ont manifesté devant le siège de l'entreprise, jeudi matin à Biot.

« Qu'est-ce qu'on va faire demain ? »

« La réalité, c'est qu'on va finir au chômage »